

**L'ambition nouvelle de la politique
de développement - Intervention de
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères
devant l'AFD**

(Paris, 03 septembre 2018)

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'avoir l'opportunité de m'exprimer devant vous, depuis les locaux de l'Agence française de développement. On me dit que c'est la première fois qu'un ministre des affaires étrangères prend la parole dans ce lieu, ce ne sera pas la dernière en tout cas, j'ai l'intention de revenir.

Avec les collaborateurs de Rémy Rioux et en présence du secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Lemoyne qui m'accompagne, j'ai eu l'occasion d'avoir une séance de travail pour évoquer l'ensemble des enjeux du partenariat et de la solidarité internationale de la France. C'est ce dont je veux m'entretenir un peu avec vous, malheureusement dans une contrainte horaire pour moi, mais je pense qu'il était important que l'on fasse le point.

Le Président de la République a fait de l'aide publique au développement l'une des priorités de son quinquennat en s'engageant, après une longue période de baisse, puisqu'il y a eu moins un milliard d'euros entre 2010 et 2016, en s'engageant à ce que l'aide publique au développement atteigne 0,55% du revenu national brut en 2022. Ce qui représente un effort de plus de 6 milliards d'euros sur le quinquennat, ce n'est pas rien. Ces choix budgétaires forts et ambitieux sont aujourd'hui au rendez-vous puisque la semaine dernière, lundi dernier pour être exact, le Président de la République a confirmé, devant les ambassadeurs réunis à Paris que le budget 2019 comprendrait un milliard d'euros additionnel de dons à destination de nos partenaires du sud. Il a également confirmé son souhait d'une nouvelle loi d'orientation et de programmation, afin de donner la prévisibilité à cette trajectoire sur le long terme. La rénovation de cette politique d'aide au développement renforcée tiendra compte du rapport revenu le 24 août au Premier ministre par le député Hervé Berville.

Ce cadre rénové reprendra bien sûr les orientations fixées par le Président de la République et les conclusions du conseil interministériel de la coopération internationale et du développement que l'on appelle généralement le CICID, le 8 février dernier. À cette occasion, nous avons réaffirmé les priorités sectorielles fortes que sont l'éducation et la jeunesse, la santé, les fragilités et les crises, le climat et l'égalité entre les femmes et les hommes, sujets qui ont été au coeur du discours du Président de la République aux ambassadeurs. Nous faisons aussi des choix géographiques assumés, l'Afrique en général et 19 pays prioritaires en particulier.

La rénovation de notre politique d'aide publique au développement passera aussi par un pilotage politique renforcé : la tenue annoncée par le Président de la République d'un conseil de développement ainsi que la réactivation du conseil d'orientation stratégique de l'AFD que j'ai réuni 2 fois en moins d'un an avec le secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Lemoyne, alors que ce n'était pas arrivé, je crois, pendant les cinq années précédentes. Ce sont les premiers marqueurs de notre volonté. Plus structurellement, il nous faut inventer le nouveau logiciel de notre aide publique au développement, préférant le terme d'investissement solidaire au concept d'aide. Il faut en effet reconnaître comme légitime le lien entre notre effort de solidarité à l'international et les bénéfices à en attendre pour notre pays, tant en terme d'attractivité qu'en terme d'influence ou de sécurité. Dans un monde où les logiques de puissances s'expriment de plus en plus fortement, beaucoup plus fortement que par le passé, notre aide au développement crédibilise évidemment notre parole et notre action politique et diplomatique.

Je voudrais reprendre les trois orientations fortes de notre politique qui concerne directement l'AFD.

Premièrement, nous faisons le choix de rétablir les leviers de l'action directe de la France en décidant de renforcer la part bilatérale de notre action qui avait très sensiblement diminué ces dernières années ; cette composante bilatérale est essentielle pour projeter à l'international les priorités géographiques et sectorielles qui nous sont propres ; ce qui est tout à fait essentiel aussi, pour faire levier sur les décisions de nos partenaires. Il ne s'agit pas d'opposer les canaux multilatéraux à l'aide bilatérale, mais nous partons d'un constat simple, c'est que l'aide bilatérale avait beaucoup diminué alors qu'elle est essentielle pour que nous puissions engager des priorités claires.

Deuxièmement, nous avons fait le choix de la concentration vers les pays pauvres et fragiles, en augmentant considérablement la part de notre engagement sous forme de don en proportion par rapport au prêt. Il s'agit ici de répondre au paradoxe de la politique de développement française : en l'absence de marges de manoeuvre sur les dernières années, ce sont souvent les pays solvables qui étaient bénéficiaires de notre aide. Ici, il s'agit de réorienter complètement cette logique, il s'agit ni plus ni moins que d'un quadruplement par rapport au montant accordé en 2018 qui était de 300 millions d'euros : on augmente ce montant d'un milliard.

Troisièmement, nous avons fait le choix de la redevabilité et de l'exemplarité, en décidant que ces moyens supplémentaires seront accompagnés d'une politique d'évaluation exigeante, dont le rapport du député Hervé Berville souligne la nécessité.

Dans le cadre de ces trois orientations, c'est un nouveau cap stratégique et politique qui est fixé et formalisé par la signature d'un nouveau contrat d'objectifs et de moyens qui s'inscrit dans l'action de l'AFD et que Rémy pourra commenter tout à l'heure.

Doté de moyens rehaussés en 2019, doté aussi d'une trajectoire soutenue sur le quinquennat, notre dispositif bilatéral devra remplir des objectifs ambitieux pour faire face aux enjeux démographiques et migratoires, à la crise écologique, aux inégalités sociales, à la prévention des crises et au traitement des fragilités.

J'ai eu l'occasion ce matin d'évoquer trois projets que mène l'AFD dans trois pays différents, de différentes tailles et de différentes tonalités : d'abord un projet de soutien à la jeunesse malienne et aux collectivités locales pour la formation et l'emploi, un projet labellisé "alliance Sahel" de 10 millions d'euros qui doit permettre dans les quatre années venir à 3.000 Maliens de moins de 40 ans, dont 40% de femmes, de bénéficier de réinsertions professionnelles dans la région de Mopti au Mali.

J'ai également eu l'occasion de me faire exposer un projet qui combine prêts souverains et assistance technique à hauteur de 360 millions d'euros pour l'appui de la construction du métro qui transforme déjà la ville de Kochi au Kerala en Inde.

Enfin, j'ai eu l'occasion de me faire présenter l'état d'avancement du programme de renforcement du système de santé ivoirien financé par un contrat dit C2D qui m'a paru extrêmement important.

Voilà des exemples concrets diversifiés des actions que nous menons. Il convient de nous interroger sur l'orientation du milliard d'euros d'engagement additionnel que nous allons proposer dans le cadre du projet de loi de finance 2019 qui sera une application des priorités qui ont été affirmées par le Président de la République, en particulier dans son discours de Ouagadougou. Cela servira directement à financer les cinq priorités que j'ai évoqué tout à l'heure.

Plus précisément, s'agissant des secteurs prioritaires, jusqu'à la moitié de l'enveloppe supplémentaire, c'est-à-dire 500 millions d'euros, la moitié pourrait être allouée à l'éducation, la jeunesse, l'égalité femmes hommes, à la santé et à la nutrition dans une logique de résorption des inégalités. Après la conférence du partenariat mondial pour l'éducation à Dakar en février 2018, et en prévision de la reconstitution du fonds mondial contre le Sida en octobre 2019, ce quintuplement des financements de l'AFD en dons dans le domaine social est tout à fait essentiel et, je le crois, marquera la volonté du retour de la France dans cette dynamique.

Le climat et la biodiversité d'une part, les traitements des crises et des fragilités d'autre part, sont les deux autres grandes priorités et bénéficieront chacune d'environ 200 millions d'euros supplémentaires. Le solde sera consacré à l'appui à la coopération décentralisée et, plus globalement, aux questions de gouvernance.

Ces moyens additionnels seront par ailleurs concentrés géographiquement, l'Afrique et les pays les moins avancés en seront les premiers bénéficiaires, c'est-à-dire les 19 que j'ai évoqués, dont 18 africains, plus Haïti et dans les 18 africains essentiellement et prioritairement des pays de l'ensemble sahélien qui est, comme vous le savez, essentiel.

Nous estimons que l'ensemble de ces moyens permettra d'avoir un effet d'entraînement sur d'autres acteurs. Nous avons aussi insisté sur le fait qu'il y ait, je l'ai dit dans mon discours aux ambassadeurs, un renforcement de la relation entre les agences de l'AFD et les ambassades en raison de cette nouvelle dynamique à mettre en oeuvre. Un milliard supplémentaire de dons veut aussi dire qu'il faut identifier les projets rapidement parce qu'il y a un cycle qui se met en oeuvre et que nous devons respecter pour être aux rendez-vous, au pluriel, que le Président de

la République nous a donnés et aux rendez-vous de ce nouveau cadre de l'action de la France pour le développement.

Je voudrais rajouter que j'ai pris deux engagements supplémentaires dans mes relations avec les organisations non gouvernementales et avec les collectivités locales. Nous allons doubler les financements qui transiteront par les organisations de société civile d'ici la fin du quinquennat ce qui est l'objectif demandé.

Nous sommes aujourd'hui à un niveau faible, environ 4% je crois, de mémoire, et il faut remonter à 10%. C'est l'objectif que nous nous sommes donnés, je pense que nous allons l'atteindre. Parallèlement à cela, je souhaite ouvrir avec les collectivités locales qui participent, à un moindre degré, à l'aide au développement, un dialogue afin que nous puissions nous conforter mutuellement dans cette nouvelle donne de l'action de la France en faveur du développement.

Voilà ce que je voulais vous dire et voilà dans quel état d'esprit, je suis venu ici rencontrer les collaborateurs de l'AFD pour mettre en oeuvre cette nouvelle logique, cette nouvelle dynamique./.